

PREFECTURE DU DOUBS

Direction Réglementation et Collectivités Territoriales
Bureau Réglementation, Elections et Enquêtes Publiques
8 bis rue Charles Nodier
25035 BESANCON CEDEX
03 81 25 11 16 - 03 81 25 11 14

Le numéro W251003026
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION
de l'association n° W251003026

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d' association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de la Région Franche-Comté, Préfet du Doubs

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **07 mai 2012**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

ASSOCIATION FRANCO-CHINOISE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES (AFCST)

dont le siège social est situé : 2 rue Gambetta
25000 Besançon

Décision prise le : **28 mars 2012**

Pièces fournies :
liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Besançon, le 14 mai 2012

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation

Unadjoint au chef de bureau
enrub

Monique CASTILLO

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.